

La démocratie, c'est comme les Jeux Olympiques. L'important, c'est de participer. Grenoble l'a bien compris, et depuis longtemps. C'est, dans les années 50, une des premières villes à avoir mis en place des unions de quartier. Dans les années 60 et 70, le GAM (Groupe d'Action Municipal) fondé par Dubedout a fait de la participation des citoyens un des piliers de la politique municipale. Depuis ces années-là, Grenoble est considéré nationalement comme un « laboratoire politique ».

Proximité des municipales oblige, on assiste à un foisonnement d'initiatives autour du dernier pléonasme à la mode « Démocratie participative ». Pour se mettre en appétit, pas moins de quatre événements en moins d'un mois : Le colloque « Démocratie locale : osons innover » les 16 et 17 novembre , « les Rencontres de l'expérimentation sociale » les 23 et 24 novembre, le 3e forum « Sciences et Démocratie » le 7 décembre, et l'accueil d'un des ateliers de la « Rencontre mondiale de la Démocratie Participative » le 10 décembre.

C'est d'abord la lassitude qui nous envahit à la perspective de ces 4 séances de blabla consensuel. C'est que les précédents sont nombreux (2 forums Sciences et Démocratie, forum La République des Idées, Forum Libération...) et que ce genre d'opérations de communication a déjà été maintes fois démonté et critiqué. Mais une rapide analyse de ces quatre événements (qui n'ont pas de liens directs entre eux) apporte des nouveaux éléments de compréhension de la démocratie participative et de son « laboratoire grenoblois ».

Les Lieux

Ces quatre opérations se dérouleront à Sciences Po Grenoble (colloque « Démocratie locale » et « Rencontre mondiale de la Démocratie participative ») et à la MC2 (« Rencontres de l'expérimentation sociale » et « Sciences et Démocratie »). Incroyable coïncidence, ces deux lieux sont dirigés par les deux personnes membres du « comité d'experts » encadrant la candidature de Michel Destot aux prochaines municipales.

Olivier Ihl dirige Sciences Pipo depuis 2005, et, entre deux pavés sur l'action publique et autres technocraties, gave ses étudiants d'un verbiage pompeux. Son ambition transpirante le pousse à multiplier les interventions extérieures et à s'engager politiquement. En bon disciple d'Arnaud Montebourg, il a abandonné les quelques refrains contestataires qu'il entonnait régulièrement pour se muer en porte-voix de la droite complexée et du social libéralisme.

Michel Oriet manage la Maison de la Haute Culture depuis sa *requalification*, et entend la spécialiser dans le « débat d'idées » sur la mode du Forum Libération, c'est-à-dire *ouvert à tous*, sauf ceux qui ont des idées dérangeantes. Reconnaisant des 1,6 Millions d'euros que la Ville engage chaque année pour le fonctionnement de ce Multiplexe-à-bobos (soit un quart du budget municipal au spectacle vivant), il renvoie l'ascenseur à Michel Destot en lui apportant une importante caution culturelle.

Cette proximité entre la direction des lieux et le pouvoir municipal est une donnée essentielle de ce genre d'événement : la remise en cause des politiques locales n'a pas sa place ici. Contrairement à leur promotion.

ACTE 1. Colloque « Démocratie Locale : Osons Innover » les 16 et 17 novembre

Les participants à ce colloque, coorganisé par l'IEP (Sciences Po), le CLUQ (Comité de Liaison des Unions de Quartiers de Grenoble) et L'AHGGLO (Association d'Habitants du Grand Grenoble : Lien et Ouverture), s'interrogeront sur les « *obstacles structurels à la participation des citoyens et les moyens de les réduire* ». La réponse étant dans le coût de la participation à ce colloque sur inscription : 15 euros par personne.

Ce prix exorbitant a de quoi faire bondir. Comment peut-on vouloir plus d'implication des citoyens, en y réfléchissant dans des débats à 15 euros ?

En réalité, cela n'a rien d'étonnant. Les Unions de Quartier n'ont jamais oeuvré à une démocratisation de la vie locale, mais juste à défendre les intérêts de leurs membres. En portant des revendications aussi radicales que l'augmentation du nombre de places de stationnement dans le quartier, la lutte contre les nids de poules, les tags ou l'affichage sauvage... Bien entendu, quelques personnes de bonne volonté tentent de s'y investir, mais elles sont généralement assez vite découragées ou bloquées par le consensus réactionnaire et conservateur y régnant. N'y voyez là aucune exagération de militant radical, un ancien adjoint socialiste à Hubert Dubedout l'écrivait déjà en 1979 :

« C'est que les unions de quartier, par ultra-localisme et sous le couvert d'un apolitisme forcené, ont souvent limité leur horizon aux crottes de chien sur les trottoirs et aux problèmes de stationnement. Caricature ? Bien sûr. Mais il est vrai que pour de nombreuses unions de quartier le syndicalisme du cadre de vie exclut souvent des problèmes qui sont pourtant au coeur de la vie des quartiers : l'emploi, l'évolution de l'habitat, l'exclusion progressive des enfants du cadre urbain, l'appropriation des espaces par des groupes sociaux concurrents. (...) Bien qu'elles n'entraînent jamais des troupes considérables et qu'elles ne doivent souvent leur relatif prestige qu'à l'importance que la municipalité veut bien leur accorder, les unions de quartier paraissent intouchables. Les critiquer ou les contester fait vite passer pour adversaire de la démocratie locale. » (Pierre Frappat « Grenoble, Le mythe blessé »)

Depuis que ces lignes ont été écrites, rien n'a changé, si ce n'est la position des élus PS. À l'époque certains d'entre eux (René Rizzardo, Jean Verlhac) contestaient le statut d'interlocuteurs privilégiés des Unions de Quartier et envisageaient la création d'autres structures. Aujourd'hui, nul n'a jamais entendu un élu PS ou Vert remettre en question ces structures. C'est que bien souvent leurs dirigeants ne leur sont pas inconnus. Entre autres exemples : Henri de Choudens, président de l'Union de quartier de Championnet est également président de l'Institut des Risques Majeurs, auquel la Ville adhère et qu'elle subventionne. Gisèle Poujoulat, présidente de l'Union de quartier Berriat – Saint Bruno, est une ancienne secrétaire de Michel Destot. François Hollard, fondateur et ancien président du CLUQ, président actuel de l'AHGGLO, est un ancien membre du GAM (Groupe d'Action Municipal, fondé par Dubedout) et du PSU, chargé sous Dubedout de suivre les relations avec les unions de quartier (!). Jean Clemancey, président actuel du CLUQ, est également un ancien membre de l'équipe Dubedout, responsable des affaires culturelles au côté de Gilman.

Les dirigeants des Unions de Quartiers sont aussi indépendants du pouvoir municipal que les médias nationaux le sont de Sarkozy. Ces structures ne sont

pas des contre-pouvoirs mais des artefacts de démocratie participative, censés donner la parole aux habitants, mais excluant d'emblée tout sujet politique. Elles jouent un rôle à peu près semblable à celui des principaux syndicats dans les entreprises : déminer les conflits, être un interlocuteur « raisonnable », condamner les avis trop radicaux. Nous y reviendrons.

Quant aux Conseils Consultatifs de Secteur (CCS), fondés en 2002, on peut en tirer à peu près les mêmes observations, quoique l'asservissement à la Mairie soit encore plus évident, ces structures étant présidées par l' élu de secteur.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ce colloque organisé par le CLUQ et l'AHGGLO coûte 15 euros et soit très peu annoncé ; le but étant de rester entre gens bien et pas trop virulents. Les profs, thésards et étudiants de Sciences Po spécialistes de la « démocratie participative » tâcheront, quant à eux, de faire baisser la moyenne d'âge et d'apporter quelques éléments intellectuels et universitaires au consensus mou qui en ressortira. N'en doutons pas : ils « oseront innover ».

ACTE 2. « Rencontres de l'expérimentation sociale », les 23 et 24 novembre

Martin Hirsch, haut commissaire aux Solidarités actives, est un « ami de la Ville », selon Michel Destot (Daubé, 1er juillet 2007). Il est donc tout naturel qu'il choisisse Grenoble pour lancer le très médiatique « Grenelle de l'insertion », voulu par Sarkozy, par des « Rencontres de l'expérimentation sociale ». Martin Hirsch a en effet beaucoup d'estime pour la capitale des Alpes et lui rend visite régulièrement, comme les 10 octobre et 16 Juillet dernier. Il adore « *découvrir, s'inspirer des projets que vous expérimentez ici. Moi, dans ce gouvernement, je dois être une sorte de laboratoire social. Et Grenoble a toujours été un laboratoire dans de nombreux domaines...* » (Le Daubé, 17 Juillet 2007). Effectivement. Un laboratoire des loyers et de la vie chère. Un laboratoire de transformation des quartiers populaires en centres d'affaires (La Frise – Europole) ou quartiers bourgeois – bohèmes (Saint Bruno). Un laboratoire de la course à l'emploi à tout prix, car selon le catéchisme municipal « *l'emploi est la première des solidarités* ». Quitte à créer des emplois nuisibles ou inutiles. Quitte à subventionner grassement n'importe quelle boîte promettant de créer des emplois.

Un forum dont le comité d'organisation regroupe Martin Hirsch, Michel Destot, Benoît Guenuini (pour l'Agence des Solidarités Actives) et... Olivier Ihl. Une Dream Team de personnalités de gauche pour assurer la promotion sociale de la politique d'un gouvernement de droite. Un show dans la lignée du Forum Libération, sûrement encadré par des escadrons de CRS. C'est que ses protagonistes doivent encore une fois redouter que des trublions viennent jouer quelques fausses notes dans le concert de louanges au « labo grenoblois » et à la politique sociale Hirscho – Sarkozyenne. Martin Hirsch se souvient encore du forum « La nouvelle Critique Sociale » qu'il avait co-organisé avec la République des Idées, les 12, 13 et 14 Mai 2006. Alors que de véritables acteurs de la nouvelle critique sociale avaient dénoncé la supercherie par tracts et esclandres, M. Hirsh avait pleurniché : « *Nous avons voulu faire un forum ouvert à tous, ouvert à la discussion, pas un colloque sur invitation, alors vos injures, je les prends pour moi aussi, en tant que co-organisateur de ce forum !* » (Daubé, 13 Mai 2006). Pauvre Martin, pauvre misère. Nul ne sait s'il devra encore se lamenter cette année, en tout cas l'hypothétique venue du président Sarkozy devrait transformer – une fois de plus - la MC2 en bunker, pour le plus grand bonheur de son directeur Michel Orier.

À propos de la MC2, elle en connaît un rayon en matière d'insertion. L'institution ultra subventionnée se décarcasse chaque année pour embaucher ou prendre en stage les pauvres petits étudiants de Sciences Po, et notamment ceux du Master « Direction de Projets Culturels ». Il est donc logique qu'un hommage lui soit rendu en la choisissant comme lieu d'accueil de cette rencontre.

ACTE 3. Forum Sciences et Démocratie.

« La Ville, la Science, la Vie » le 7 décembre

Voici la troisième édition du forum Sciences et Démocratie. Rappelons que la première édition avait été organisée par la Métro pour contrecarrer les critiques des choix de développement technologique et scientifique faits dans l'agglomération. Didier Migaud, président de la Métro, avait annoncé son organisation suite à la parution d'un pastiche du « Métroscope » (organe de propagande de la Métro) ayant fait grand bruit. Migaud avait alors déclaré que « ces gens-là n'avaient pas le monopole des questionnements ». En juin 2005, puis en décembre 2006, deux forums s'étaient tenu, visant à prouver la bonne

volonté des décideurs. On a effectivement vu qu'ils pouvaient se questionner. Sans que cela n'ait aucune incidence sur les politiques développées localement, ni un quelconque intérêt : Ces forums sont creux, plats, et symptomatiques d'une vision de la démocratie participative où le citoyen est là pour écouter quelques experts globalement d'accord échanger sur un sujet. S'il a de la chance, il pourra poser une question à la fin.

Le programme de l'édition 2007 est également assez révélateur. Autour d'un titre fourre-tout (la ville, la science, la vie), on trouve des séances sans lien direct : « Quelle vie devant soi ? », « La santé : un investissement qui rapporte ? », « Prendre un bon départ : l'éducation et la petite enfance », « Le 4e âge : un nouveau monde ? », « Qualité de la ville, qualité de la Vie ? », « un avenir génétiquement correct ? », « Dans quel monde voulons-nous vivre ? ».

Remarquons l'importance des thèmes à destination des retraités : c'est que cette tranche d'âge constitue le principal public de ce forum, organisé en pleine journée un jour de semaine.

ACTE 4. Premier atelier de la « Rencontre mondiale de la Démocratie Participative », le 10 décembre

La Région Rhône-Alpes organise une « Rencontre mondiale de la Démocratie Participative : pour quel développement ? ». Plusieurs dizaines de personnes des quatre coins du globe y sont invitées afin de parler des expériences locales. Ces rencontres se dérouleront le premier jour dans quatre villes différentes, dont Grenoble. La Région se veut depuis quelques années pionnière en « démocratie participative ». Ainsi a-t-elle lancé plusieurs initiatives, dont un magazine régional présentant des témoignages d'habitants sur des thèmes précis.

Un seul exemple pour illustrer la supercherie de la « démocratie participative » promue par la Région : celui des CTEF (Contrat Territorial Emploi Formation), lancé en 2006. Le but : « *Dans le cadre de la démarche de démocratie participative engagée par l'exécutif régional, les citoyens sont acteurs de la construction des politiques locales d'emploi et de formation par leur implication dans l'animation locale.* » Quelques citoyens se sont impliqués dans ces dispositifs, y voyant un moyen d'assouvir leur soif de participation. Il n'aura pas fallu un an pour que la plupart en sortent dégoûtés.

Témoignage : « *La démocratie participative, c'est un peu ma marotte. J'y ai vraiment cru, mais je pense, comme beaucoup de ceux qui ont participé, qu'on s'est fait manipuler. L'attitude de JJ Queyranne qui a fermé son blog sitôt son élection comme député acquise nous l'a confirmé (tout comme les candidats PS de la Drôme qui ont cessé tout dialogue internet avec la population dès l'annonce de leur défaite). Le CTEF aussi nous a énormément déçus. J'ai reçu des mails de presque tous les participants que je connais pour m'expliquer qu'ils en ont marre de se faire pigeonner. (...) Au niveau du CTEF, les choses se passent de manière tout à fait insatisfaisante. (...) Il semble clair que personne ne souhaite réellement améliorer l'accès de ceux qui en ont le plus besoin aux formations. (..) Cautionner le système existant alors que chacun peut voir dans son entourage que ça ne marche pas et que des gens sont laissés au bord de la route, n'est pas le but que nous nous étions fixé. Passer du temps dans des réunions à avaler des couleuvres ou à passer pour le gueulard de service n'a aucun intérêt. »*

« Paysan Bio », 29 Juillet 2007, sur <http://democratie-participative.over-blog.com>

Une fois de plus, pas besoin d'être militant radical pour contester la démocratie participative, un regard pertinent et lucide aboutit aux mêmes critiques. Des critiques visiblement étrangères aux syndicats FO et CGT qui sont partenaires actifs de l'organisation de ces Rencontres Mondiales.

L'analogie entre l'entreprise sociale et la démocratie participative se précise. Dans les deux cas, il n'est jamais question de donner directement le pouvoir au peuple, qu'il soit salarié ou habitant, mais de créer des interfaces entre ces derniers et les dirigeants. Il n'est jamais question de remettre en question les principales décisions mais de mieux les faire passer en concédant quelques petits aménagements et en présentant les structures associées (syndicats ou unions de quartiers) comme seul moyen d'expression. En présentant les positions plus radicales (tel ce texte) comme malhonnêtes, erronées et non constructives.

Le développement de la « démocratie participative » est le pendant de celui du « développement durable » : ce n'est pas une contestation ni une remise en cause mais la condition de survie du système actuel.

Benoît Rézens
Grenoble, le 7 novembre 2007

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com**